



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 27 mars 2013 à 14h

**Maison de l'Eau
à Jû-Belloc**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CASTET, CHANTRE, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, FAUQUE, GUILHAS, LAHOUN, LAJUX, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CABE, CASTAINGS, SUBSOL, VERDIER

DOSSIER V - AFFAIRES DIVERSES

1) Lancement des appels d'offres de maîtrise d'œuvre pour les projets Ousse, Geline et Mondebat

Exposé des motifs :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 33, 56 à 59 du Code des Marchés Publics,

Lors du Conseil d'Administration du 19 juillet 2012, le Conseil d'Administration a déclaré sans suite les concessions de travaux pour les projets de l'Ousse, la Geline et Mondebat et a chargé le Bureau de déterminer la procédure à mettre en œuvre.

Le bureau du 8 novembre a autorisé le Président à lancer un appel d'offres ouvert en application des articles 33, 56 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le marché fait l'objet d'une division en 3 lots géographiques correspondant à chaque réservoir.

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre objet du marché sont les suivants :

- Les études préliminaires
- Les études d'avant-projets
- Les études de projets
- L'assistance à la passation des contrats de travaux
- Le visa des études réalisées par l'entreprise titulaire (ou les entreprises titulaires)
- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
- L'assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Deux missions complémentaires :

- Accompagnement à la communication sur le projet
- Suivi et auscultation jusqu'au premier cycle de remplissage

Pour le lot n°3 concernant le barrage de l'Ousse, certaines études se rapportant aux éléments de missions précisés ci-dessus ont déjà été réalisées et sont à actualiser ou à développer. Il est demandé au maître d'œuvre de reprendre à son compte l'ensemble des études déjà réalisées.

Ce marché a fait l'objet des mesures de publicité légales jusqu'au 22 janvier 2013. La commission d'appel d'offres se réunit le 28 mars pour attribuer le marché après avis du jury de maîtrise d'œuvre.

.../...

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration de souscrire le marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réalisation des retenues de substitution de l'Ousse, la Géline et Mondebat en recourant à la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 56 à 59 du Code des Marchés Publics.

Article 2

Le présent marché a pour objet la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre.

Le marché fait l'objet d'une division en 3 lots géographiques correspondant à chaque réservoir.

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre objet du marché sont les suivants :

- Les études préliminaires
- Les études d'avant-projets
- Les études de projets
- L'assistance à la passation des contrats de travaux
- Le visa des études réalisées par l'entreprise titulaire (ou les entreprises titulaires)
- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
- L'assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Deux missions complémentaires :

- Accompagnement à la communication sur le projet
- Suivi et auscultation jusqu'au premier cycle de remplissage

Pour le lot n°3 concernant le barrage de l'Ousse, certaines études se rapportant aux éléments de missions précisés ci-dessus ont déjà été réalisées et sont à actualiser ou à développer. Il est demandé au maître d'œuvre de reprendre à son compte l'ensemble des études déjà réalisées.

Ce marché fait l'objet des mesures de publicité légales jusqu'au 22 janvier 2013. La commission d'appel d'offres se réunit le 28 mars pour attribuer le marché suite à l'avis du jury de maîtrise d'œuvre.

Article 3 :

La présente délibération annule et remplace la délibération du Conseil d'Administration du 5 décembre 2012 portant sur le même objet.

Article 4 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 :

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Le Président,

INSTITUTION POUR
Conseil Général
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

[illegible]